

## RAPPORT ANNUEL PDG3 2017

NUMERO DU PROJET/PROGRAMME (PROJECT ID)	00085450	NUMERO D'ATTRIBUTION (AWARD ID)	Project ID 00072224
TITRE DU PROJET/PROGRAMME (DESCRIPTION)	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL EN GUINEE		
PRINCIPAUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE	PNUD, UNCDF, GOUV GUINEE, PACV		
PERIODE COUVERTE	01 janvier au 12 décembre 2017		

### SECTION 1: SYNTHÈSE DES PERFORMANCES DU PROJET/PROGRAMME

**OUTPUT/PRODUIT 1 : Le pilotage de la LPN/DDL par le Gouvernement contribue à l'amélioration de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage inclusive par les communes.**

#### Description

L'appui du niveau central à la gouvernance locale sera assuré à travers le renforcement du processus de décentralisation, conformément à la LPN/DDL1. Il s'agira d'accompagner le Gouvernement dans le pilotage et la coordination de la mise en œuvre du plan d'action de la LPN/DDL, aux côtés des autres partenaires de la Guinée. Cet accompagnement se fera à travers : I) un appui méthodologique et financier au Comité de pilotage interministériel de la LPN/DDL et ce, dans le cadre du partenariat stratégique avec les partenaires techniques et financiers qui, au sein du Groupe Thématique Décentralisation et Développement Local (GT DDL), appuient le MATD et le Gouvernement pour la mise en œuvre du plan d'action de la LPN/DDL; II) un appui technique au processus de mise en place et d'opérationnalisation d'un mécanisme national de financement des collectivités locales ; III) l'accompagnement des réformes relatives à la fiscalité locale; IV) la contribution à l'adoption d'un cadre juridique de l'intercommunalité inspiré de l'innovation réussie que constitue l'expérience des pôles de développement dans les préfectures de Siguiri et de Kouroussa. L'obtention de ce produit passe, entre autres résultats, par la prise et la mise en œuvre par le Gouvernement de décisions stratégiques pour la réussite du processus de décentralisation et de développement local comme : i) la mise en place et l'opérationnalisation du mécanisme de financement de la décentralisation comprenant le transfert aux CL des ressources pour le fonctionnement et pour l'investissement; ii) un véritable portage politique de la décentralisation se traduisant par l'actualisation du code des collectivités locales, la prise des textes d'application et leur mise en œuvre effective; iii) un démarrage du transfert par les ministères sectoriels aux CL, les compétences et les ressources correspondantes, conformément au code des CL; iv) la déconcentration financière qui permettra aux services déconcentrés un meilleur fonctionnement pour une assistance conseil et un contrôle de légalité au profit des collectivités locales

<sup>1</sup> La LPN-DDL comporte cinq axes stratégiques : i) développement territorial ; ii) déconcentration et décentralisation : le choix d'une porte d'entrée sectorielle ; iii) renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation; iv) financement de la décentralisation; v) pilotage du processus de décentralisation et de développement local. *(Voir en encadré 6 plus de détails sur les axes stratégiques de la LPN-DDL)*

### **Indicateurs de performance du programme**

1) Décisions et actions du Comité de pilotage de la LPN/DDL ayant eu un impact positif sur le processus de décentralisation et de développement local , Base : 0 ; Cible : 5

2) Nombre d'exercices budgétaires au cours desquels les investissements de l'Etat et des PTF en faveur des CL ont été réalisés grâce à un mécanisme national pérenne de financement des CL reconnu et accepté de l'ensemble des acteurs et tenant compte de la budgétisation sensible au genre , Base : 0 ; Cible : 2

### **Indicateurs pour l'année 2017**

1)- réalisation d'actions favorisant la réalisation du contrôle citoyen par les organisations de la société civile. Base : 0 ; Cible : 3

### **Activités clés prévues et résultats attendus (ACTIVITY)**

Appui à la société civile pour organiser et exercer le contrôle citoyen sur l'élaboration et l'exécution du budget des CL

### **Résultats obtenus (y compris le taux de réalisation)**

- Un état des lieux décrivant la situation de la société civile est réalisé dans les pôles de Norassoba et Kinière est réalisé
- Un module sur le contrôle citoyen est élaboré et mis à la disposition des Secrétaires techniques du projet

**OUTPUT/PRODUIT 2 : Des outils pratiques d'accompagnement des acteurs de la décentralisation pour un développement local inclusif sont élaborés, adoptés et diffusés.**

### **Description**

A travers ce produit, les capacités de gestion communale et du développement local seront renforcées. La stratégie est basée sur une continuité méthodologique avec les deux premières phases du PDLG en maintenant la maîtrise d'ouvrage communale comme modalité de mise en œuvre des investissements et l'assistance à la maîtrise d'ouvrage comme approche d'accompagnement des autorités locales à assumer leur rôle dans la zone d'intervention du programme.

La stratégie consistera dans un premier temps à évaluer et à actualiser la démarche de planification locale dans un sens qui permette aux PDL de nouvelle génération d'intégrer les défis et enjeux majeurs de développement local (dimension genre, droits humains, développement économique local, sécurité alimentaire, emploi des jeunes et des femmes, paix, prévention et gestion des conflits, changement climatique et gestion des ressources naturelles) jusque-là négligés dans les actions des communes. Cette démarche qui aboutira à la mise en place d'un guide de planification locale inclusive<sup>2</sup> au niveau national sera menée dans un cadre partenarial avec les autres projets et programmes en appui à la

<sup>2</sup>Participation de toutes les composantes de la société dans leur diversité, prise en compte des préoccupations majeures de développement sans occulter celles spécifiques aux groupes particuliers et celles relatives aux localités faisant face à des contraintes spécifiques de développement.

décentralisation (PACV, PDSD, PACPD, Faisons Ensemble, Programme Conjoint Kankan) sous la coordination du MATD et en partenariat avec d'autres départements ministériels (Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère du Plan, Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance), les Organisations de la Société Civile (OSC) et les organisations des élus locaux, en particulier l'Association Nationale des Communes de Guinée (ANCG). Les bureaux d'études, ONG, STD et autres prestataires qui accompagnent traditionnellement les communes dans l'exercice de planification locale bénéficieront de renforcement de capacités afin d'être en mesure d'assister les communes dans cette démarche inclusive d'élaboration des PDL.

Dans un second temps et au plan opérationnel, il s'agira d'assister les communes dans la prise en charge progressive des défis et enjeux du développement local jusqu'à présent peu intégrés dans les actions locales sous maîtrise d'ouvrage communale. Les CL seront alors accompagnées pour étendre les services rendus aux populations au-delà de la réalisation d'infrastructures socioéconomiques et marchandes pour se préoccuper également de la finalité de ces équipements, à savoir l'accès des populations aux services offerts grâce à la présence de ces équipements. Elles seront également assistées pour prendre en charge, dans leurs interventions, les activités susceptibles de contribuer à l'accélération de l'atteinte des OMD et relevant des compétences qui leur sont transférées par le Code des collectivités locales. A travers le PDLGIII, le PNUD et l'UNCDF feront cet accompagnement en partenariat actif avec les autres agences du SNU (UNICEF, UNFPA, FAO, PAM, ONU\_FEMMES, ONUDI, ONUSIDA, OMS, OIM, ONU-HABITAT, etc.) dans le cadre du Programme Conjoint Kankan (PC-K) ou d'autres opportunités de synergie d'interventions.

Enfin, la stratégie consistera également à appuyer les CL de la Guinée Forestière et les communes urbaines (CU) de la Région de Kankan, disposant déjà d'une étude diagnostic SAFIC, à élaborer leur PDL et leur PAI inclusifs en exploitant les résultats du SAFIC et à les mettre au besoin en contact avec d'autres projets et programmes présents et des entreprises privées (sociétés minières et autres entreprises) présents dans la zone pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des PDL ainsi élaborés. A la demande, un accompagnement méthodologique pourrait être apporté par le programme dans des thématiques spécifiques comme le développement de partagerait public-privé, soutien aux initiatives du secteur privé ayant un impact local.

#### Indicateurs de performance du programme

- 1) Nombre de CL ayant élaboré ou actualisé leur PDL et les autres outils de gestion communale suivant la méthode de planification inclusive (recherche de l'atteinte des OMD) => **Base : 0 ; Cible : 51 (51 CR des 5 préfectures de la région de Kankan)**
- 2) Nombre de CL dans lesquelles les actions inscrites au PDL et mises en œuvre contribuent à l'atteinte des OMD et ne se limitent pas seulement à des réalisations physiques (construction d'infrastructures parfois non fonctionnelles) => **Base : 0 ; Cible : 23**

**\*NB: Ces indicateurs ont été revus sur la base des recommandations de la revue à mi-parcours**

#### Indicateurs pour l'année 2017

- 2) Nombre de CL dans lesquelles les actions inscrites au PDL et mises en œuvre contribuent à l'atteinte des OMD et ne se limitent pas seulement à des réalisations physiques (construction d'infrastructures parfois non fonctionnelles) => **Base : 0 ; Cible : 5**

### **Activités clés prévues et résultats attendus (ACTIVITY)**

1. Renforcement de capacités des CL en maîtrise d'ouvrage (nouveaux élus des CL)
2. Appuyer les initiatives favorables à la représentation équitable des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires au sein des structures de contre-pouvoir et de contrôle local
3. Accompagner les élites féminines et les jeunes locaux souhaitant prendre part aux élections locales et communales

### **Résultats obtenus (y compris le taux de réalisation)**

Une approche d'accompagnement des autorités locales des pôles de Kiniéro et de Norassoba à assumer leur rôle a été développée à travers l'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Durant cette année des résultats ont été enregistrés dans le cadre de renforcement de capacités :

- 7 communes rurales et 189 personnes (membres des OSC) dont 52 femmes ont été formées sur l'élaboration et l'exécution du budget communal ;
- 689 personnes dont 350 femmes issues des élites féminines et des jeunes ont été sensibilisés et formés en vue d'améliorer leurs participations aux élections communales prochaines ;

139 personnes dont 61 femmes issues des OSC (groupements et associations) ont été formées sur la tenue des documents administratifs et comptables.

### **OUTPUT/PRODUIT 3: Un cadre stratégique du développement économique local existe au niveau du Ministère en charge de la Décentralisation et du Développement Local**

#### **Description**

« Un des objectifs de la décentralisation est de rapprocher l'État des citoyens et de permettre, à travers les CL et l'évolution du mode d'intervention de l'État, d'une part de mieux prendre en compte leurs attentes et la diversité des situations locales et, d'autre part, de favoriser les dynamiques locales de développement. Cette recherche d'une meilleure efficacité de l'action publique conduit à rompre avec des logiques sectorielles descendantes pour entrer dans une logique de développement territorial ». Ce constat de la LPN-DDL dans son axe consacré à la stratégie de développement territorial résulte de ce que, malgré la mise en place de la décentralisation depuis plusieurs décennies en Guinée, la plupart des départements ministériels continuent de fonctionner de manière descendante et sectorielle et n'entreprennent aucun effort pour territorialiser leur action au niveau régional et local. Il s'agira pour l'État, à travers ce produit, de se doter d'une stratégie nationale et d'une feuille de route en matière de développement économique local. Une telle stratégie se situera dans la perspective du Gouvernement guinéen qui a fait l'option, dans la LPN-DDL, d'aller vers le développement économique régional. Sur cet itinéraire, les pôles de développement ont été retenus par la LPN-DDL comme une première étape : « Les initiatives de pôles de développement sont à étendre, elles permettent à des CL de travailler sur les potentialités locales et d'établir une entraide entre CL, d'amener les organisations socioprofessionnelles de leur territoire à partager des projets communs ».

La réalisation de ce produit se fera sur la base d'une large concertation entre les principaux acteurs publics et privés intervenant dans le développement local en vue d'élaborer et de faire adopter une stratégie nationale de développement économique local (DEL) en cohérence

avec les politiques nationales et sectorielles. Il s'agit de mettre à la disposition de l'État, de ses services déconcentrés, des collectivités locales et des organisations de la société civile (OSC), une démarche validée au niveau national susceptible de permettre à chaque CL, en fonction de son potentiel économique et de ses avantages comparatifs, d'élaborer et de conduire sa propre stratégie de DEL inclusif où les acteurs économiques locaux mettent en œuvre des initiatives et mécanismes durables de création et de partage de richesses.

En raison des difficultés rencontrées par le programme dans sa seconde phase pour recruter un expert national en DEL et des prestataires de qualité en démarche SAFIC, le processus de réalisation de ce produit devra : i) s'appuyer sur un accompagnement méthodologique très fort de l'UNCDF qui mettra à disposition l'expertise internationale de haut niveau en formulation de stratégie DEL; ii) l'accompagner progressivement d'une expertise nationale (publique et privée) et iii) faire l'objet d'un large partage avec les ministères sectoriels, les universités, les prestataires et les organisations de la société civile.

### ***Objectif du développement économique régional en tant que levier déterminant pour impulser le DEL***

*On ne peut parler de développement territorial sans son moteur : le développement économique. Les économies locales sont souvent handicapées par des facteurs multiples, structurels (enclavement, absence d'énergie, accès au financement...), d'accès à des marchés, de manque de savoir-faire... Si les CL ne peuvent pallier les insuffisances de l'économie guinéenne, elles peuvent aider à résorber certains freins et à structurer certaines filières. Elles ne peuvent certes le faire seules, mais elles peuvent être un levier pour fédérer les actions d'appui au développement économique. Elles sont aussi conscientes que leur action – malgré des faibles marges de manœuvre- peut d'une part contribuer à améliorer la capacité productive et de mise en marché de leurs citoyens et, d'autre part, avoir un retour bénéfique en terme d'amélioration du potentiel fiscal.*

### **Indicateurs de performance du programme**

1) Une stratégie nationale DEL intégrant la dimension genre, l'équité, le changement climatique et la gestion durable de l'environnement sert de cadre conceptuel aux CL pour élaborer et mettre en œuvre leur stratégie DEL. => Base : 0 ; Cible : 1

2) Une stratégie DEL et une étude de faisabilité d'une ARD pour la région de Kankan déterminent le dispositif d'assistance à la MOC dans la région. => Base : 0 ; Cible : 2

***\*NB: Ces indicateurs seront revus sur la base des recommandations de la revue à mi-parcours***

Cette année il n'y a pas eu d'activités sur le **Produit 3**

**OUTPUT/PRODUIT 4 : Les collectivités de la zone d'intervention du Programme se sont engagées dans un processus de développement économique local inclusif qui a favorisé la création d'emplois pour les jeunes et les femmes et l'accroissement des revenus pour la collectivité locale**

### **Description**

La démarche pour mettre en œuvre ce produit est orientée sur une capitalisation des acquis de la deuxième phase dans la zone d'intervention du programme par la création et le renforcement des capacités de cadres de concertation locaux essentiellement orientés sur la promotion du développement économique de la collectivité locale. Pour permettre aux acteurs économiques (publics et privés) de financer leurs projets, il sera créé un Fonds de Développement Économique Local (FDEL) qui comprendra quatre guichets spécialisés (un Guichet : Investissements publics

communaux et intercommunaux; un Guichet : Investissements privés; un Guichet : Fonds d'Études et de préparation des microprojets; Guichet 4 : Fonds local ONU-HABITAT pour soutenir l'entreprenariat des jeunes gens et des jeunes femmes) chacun pour le financement de types de projets spécifiques<sup>3</sup>. Le renforcement des capacités des différents acteurs va occuper une place importante. Il s'agit de leur permettre de s'approprier de la démarche et d'assurer la conception, la mise en œuvre et le suivi de leurs projets. La finalité de ce processus est d'assurer la création d'emplois pour les jeunes et l'autonomie des femmes. Une attention spécifique sera portée au lien dynamique entre la croissance de l'économie locale et l'élargissement de l'assiette fiscale au sein des collectivités locales. Les premiers résultats de cette démarche au niveau local alimenteront la réflexion enclenchée sur la formulation d'une stratégie nationale du développement économique local (DEL) inclusif.

Ce produit se réalisera à travers le partenariat public-privé pour le financement des initiatives et projets de soutien à l'économie locale.

Le produit 4 offrira aux collectivités locales l'opportunité d'exercer la maîtrise d'ouvrage communale en matière économique, chose qu'elles n'ont pas su faire jusqu'à présent.

### **Indicateurs de performance du programme**

- 1) Nombre de promoteurs ayant amélioré leur revenu grâce à la mise en œuvre de la stratégie DEL dans les pôles de Norassoba et de Kiniero. Base : 0 ; Cible : 500
- 2) % de femmes et de jeunes parmi les promoteurs ayant amélioré leur revenu grâce à la stratégie DEL mise en œuvre dans les 2 pôles. Base : 0 ; Cible : 50%
3. Nombre d'emplois décents créés dans les deux pôles grâce à la stratégie DEL. Base : 0 ; Cible : 200
- 4) Nombre de CL ayant élaboré et démarré la mise en œuvre d'une stratégie DEL. Base : 0 ; Cible : 7

### **Indicateurs pour l'année 2017**

- 1) Nombre de promoteurs ayant amélioré leur revenu grâce à la mise en œuvre de la stratégie DEL dans les pôles de Norassoba et de Kiniero. Base : 0 ; Cible : 500 ;
- 2) % de femmes et de jeunes parmi les promoteurs ayant amélioré leur revenu grâce à la stratégie DEL mise en œuvre dans les 2 pôles. Base : 0 ; Cible : 50% ;
3. Nombre d'emplois décents créés dans les deux pôles grâce à la stratégie DEL. Base : 0 ; Cible : 200 ;
- 4) Nombre de CL ayant élaboré et démarré la mise en œuvre d'une stratégie DEL. Base : 0 ; Cible : 7

### **Activités clés prévues et résultats attendus (ACTIVITY)**

- Renforcement des capacités des acteurs et des organes chargés d'animer le DEL dans les communes et les pôles.
- Accompagnement des porteurs de projets (pôles, communes, organisations professionnelles, promoteurs individuels) dans la conception

<sup>3</sup>Voir Annexe 2. Stratégie DEL à expérimenter au niveau des pôles de développement

- et la réalisation de projet de développement économique
- Appui au financement de projets pilotes de développement économique local
- Organisation d'un voyage d'échange d'expériences entre la CU de Boffa et la CR de Norassoba dans le cadre du DEL
- Accompagnement de la CU de Boffa dans la gestion du marché et de la nouvelle gare routière

### **Résultats obtenus (y compris le taux de réalisation)**

La stratégie de Développement Economique Locale (DEL) a été expérimentée dans les 7 communes des pôles de développement de Norassoba et de Kiniéro dans la région administrative de Kankan. 10 groupements de 75 membres dont 52 femmes ont été soutenus et leurs revenus se sont accrus grâce à la formation et aux outils de gestion. L'approche DEL a permis d'outiller 9 groupements les plus dynamiques sur le terrain en équipements et matériels de 1<sup>ère</sup> nécessité (motopompes, rouleaux de grillage métallique). Les 10 groupements renforcés ont élaboré et actualisé 19 microprojets et 10 plans d'affaires : 7 groupements et 5 plans d'affaires ont été financés par le Crédit rural (avec un total de 145 000 000 GNF de prêts accordés) et les autres sont en attente de financement.

- 1 rapport contenant les forces, faiblesse et des propositions d'amélioration du processus de planification à l'échelle nationale est disponible à travers un atelier bilan qui a été organisé et a permis de tirer les leçons de l'utilisation du guide méthodologique sur les PDL de 2<sup>ème</sup> génération.
- Les revenus de 10 groupements de 75 membres dont 52 femmes sont améliorés de 40% par rapport à 2015 grâce à la mise en œuvre de la stratégie de DEL dans les communes des pôles de développement de Norassoba et de Kiniero ;
- L'approche DEL a permis le renforcement des capacités de 10 groupements et cela a permis à ceux-ci d'élaborer 19 microprojets qui sont en attente de financement ;
- L'approche DEL à permis de renforcer la capacité de production des groupements dont 4 ont pu élargie leur réseau de commercialisation des produits maraichers en desservant 7 villages, 2 communes rurales et une Préfecture

### **BILAN FINANCIER DU PROJET/PROGRAMME :**

<b>PROJET/PROGRAMME</b>	<b>GESTION ADMINISTRATIVE DU PROJET<sup>4</sup></b>
Budget annuel (\$ USD)	135 000
Total des dépenses (\$ USD)	102 090
Solde (\$ USD)	32 910
Taux d'exécution financière (%)	76%
Taux d'exécution physique (%)	88%

<sup>4</sup>Les ressources ont servi au fonctionnement de la CAT et l'ensemble des activités ont été pilotées par l'équipe du projet

## SECTION 2: DESCRIPTION ET ENSEIGNEMENTS TIRES DU PROJET/PROGRAMME

DESCRIPTION ET ENSEIGNEMENTS TIRES	
<p><b>Brève description du contexte</b></p>	<p>La Guinée a enregistré un taux de croissance de 6,6 en 2017 suite aux différentes réformes structurelles et économiques engagées par le gouvernement dans les secteurs générateurs de richesse (minier, agricole) à travers son Plan National de Développement Economique et Social et son Programme de relance post Ebola. Par ailleurs sur le plan politique le consensus trouvé par les différents acteurs politiques et sociaux quant à la date des élections communales et communautaires a favorisé la baisse des tensions sociales à travers le pays</p> <p>Au niveau opérationnel, les activités se sont déroulées dans un contexte socioéconomique serein lié à la quiétude dans les zones d'intervention malgré certains conflits domaniaux qui surgissent par endroit. Cette situation a permis au projet la mise en œuvre des diverses activités en impliquant plusieurs acteurs dans les différentes étapes de réalisation.</p> <p>Par ailleurs, il faut noter que les conditions d'opérationnalisation des activités dans certaines collectivités se heurtent au déficit de leadership de certains acteurs n'ayant pas une bonne connaissance de l'approche communautaire.</p> <p>Aussi il faut souligner sur le plan sécuritaire, les attaques successives des terroristes djihadistes au Mali ont interpellé le staff à renforcer les mesures sécuritaires tant individuelles que collectives à cause de la proximité de la zone du projet avec les zones victimes d'attaques terroristes.</p> <p>Egalement, l'année 2017 marque la dernière année de mise en œuvre du PDLG3 (cycle 2013-2017).</p> <p>C'est dans ce contexte avec l'appui de la CAT<sup>5</sup> que les collectivités ont bénéficié des accompagnements du programme pour la réalisation des activités consignées dans le PTA dont le présent rapport fait la situation.</p>
<p><b>Brève description du projet ou programme</b></p>	<p>Le Programme de Développement Local en Guinée, phase 3 (PDLGIII) est un programme conjoint entre le PNUD et l'UNCDF pour la période 2013-2017. Il vise à contribuer, dans le domaine de la décentralisation et du développement local, à la mise en œuvre du Plan d'Action du Programme de Pays (PAPP) 2013-2017 entre le Gouvernement de la Guinée et le PNUD et ce, dans le cadre plus global du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD 2013-2017).</p> <p>Appuyer le Gouvernement et les CL à rendre plus fonctionnelles les entités de la décentralisation et de la déconcentration (notamment les collectivités locales et les services publics centraux et déconcentrés d'appui conseil) pour assurer un développement économique local durable et équitable et favoriser l'accélération de la réalisation des OMD au niveau régional et local.</p>

<sup>5</sup> CAT : Cellule d'Appui Technique



	<p>L'objectif global du Programme de Développement Local en Guinée – phase 3 (PDLG3) consiste à appuyer le Gouvernement et les collectivités locales (CL) à rendre plus fonctionnelles les entités de la décentralisation et de la déconcentration (notamment les CL et les services publics centraux et déconcentrés d'appui) pour assurer un développement économique local durable et équitable et favoriser l'accélération de la réalisation des OMD au niveau régional et local.</p> <p>Le PDLG3 intervient dans plusieurs préfectures en Haute Guinée (Kankan, Mandiana, Kérouané, Kouroussa, Siguiri et Faranah) et en Guinée Forestière (Kissidougou, Guéckédou et Macenta).</p> <p>4 principaux produits attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La mise en œuvre de la LPN/DDL a contribué à l'instauration d'un environnement favorable à l'autonomie des collectivités locales et favorisé l'exercice d'une maîtrise d'ouvrage communale inclusive</li> <li>✓ Les collectivités locales conçoivent et gèrent le développement local de manière inclusive dans un environnement favorable au développement humain.</li> <li>✓ Une stratégie nationale de développement économique local (DEL) inclusive et équitable est élaborée, adopté et diffusé</li> <li>✓ Des investissements structurants de DEL ont favorisé la création d'emplois pour les jeunes et les femmes et l'accroissement des revenus pour la collectivité locale.</li> </ul>
<p>Réalisations majeures</p>	<p><b><i>PRODUIT 1 : LE PILOTAGE DE LA LPN/DDL PAR LE GOUVERNEMENT CONTRIBUE À L'AMÉLIORATION DE L'EXERCICE DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE INCLUSIVE PAR LES COMMUNES.</i></b></p> <p><b>Activité : Appuyer la société civile pour organiser et exercer le contrôle citoyen sur l'élaboration et l'exécution du budget des CL</b></p> <p>❖ <b>Evaluation des capacités institutionnelles et organisationnelles des CR et acteurs économiques :</b></p> <p>Dans la perspective de fin du programme, un processus d'évaluation permettant de collecter des données de base a démarré. Elle s'appuie sur un outil conçu à cet effet par la Cellule d'Appui Technique (CAT) du programme avec l'appui du chargé du suivi-évaluation-capitalisation du programme. Les sept (7) collectivités constituant les deux pôles du programme y sont soumises. Les séances de collecte de données mobilisent les Receveurs communaux, les Secrétaires Généraux, les Maires ou Président de délégation spéciale (faisant office de conseil communal), les Vice-maire, les membres des groupements et les membres du comité DEL. Elle a consisté à la finalisation du remplissage et la restitution des fiches élaborées avec l'appui de l'Expert en suivi-évaluation du programme.</p> <p>Notons que pour l'année 2017, toutes les CR ont reçu chacune une subvention de l'Etat d'un montant de 125 000 000 GNF.</p>

Les recettes non recouvrées et projetées en 2016 sont :

- TUV
- Taxe sur le spectacle et réjouissances populaires
- Droit de stationnement de bétail
- Droit et produits de fourrière
- Redevance d'exploitation des substances de carrière
- Redevance d'exploitation artisanale des mines

Au cours de ces études nous avons recueilli les priorités des collectivités pour l'année 2017 à savoir :

- Construction d'un poste de santé ;
- Construction et équipement du bureau de la CR ;
- Financement des microprojets des groupements ;
- Rénovation des écoles ;
- Construction logement pour enseignant ;
- Entretien piste rural ;
- Rénovation de la résidence du Sous-préfet ;
- Rénovation de la maison des jeunes ;
- Réparation des forages ;
- Aménagement de marché ;
- Mise en fonction de la caisse du crédit rural à Kiniéro
- Acquisition de trois motos de service ;
- Electrification rurale.

**Résultat obtenu : 7/7 communes sont soumises à un processus d'évaluation permettant de collecter les données de base.**

❖ **Appui à l'archivage et à la bonne tenue des documents**

Les changements d'équipes dirigeantes des communes relance la nécessité de maintien du dispositif d'appui de proximité à celles-ci. Le maintien d'une traçabilité administrative exige une rigoureuse tenue des documents administratifs et financiers des communes, d'où l'importance de l'archivage dans les collectivités. C'est ce qui explique la poursuite de l'appui à l'archivage en vue d'amener toutes les CR à un bon fonctionnement. Réalisée avec la collaboration des Secrétaires Généraux, des Receveurs et sous-préfets (par endroit) l'activité a aidé à la mise à jour de tous les registres, documents administratifs et comptables légaux et autres supports relatifs au bon fonctionnement de l'administration locale.

Vu les améliorations observées grâce aux appuis apportés et le niveau des acteurs, il est fondamental que le suivi de proximité maintienne pour garantir une performance dans la durée.

**Résultat obtenu :**

- ✓ *7/7 communes ont mis à jours leur archivage ;*
- ✓ *6/7 Le compte administratif 2016 et budget primitif 2017 de la commune sont affichés.*



**PRODUIT2 : DES OUTILS PRATIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DE LA DECENTRALISATION POUR UN DEVELOPPEMENT LOCAL INCLUSIF SONT ELABORES, ADOPTES ET DIFFUSES.**

**Activité 1 : Renforcement de capacité des CL en maitrise d'ouvrage**

- ❖ **Formation des membres des OSC et délégations spéciales sur les outils de la maîtrise d'ouvrage (MO)**

Des formations sur la maitrise d'ouvrage ont eu lieu dans les pôles de Norassoba et Kiniéro. Elles ont ciblé les membres des délégations spéciales et des Organisations de la Société Civile (OSC) n'ayant pratiquement pas de notion sur la Maitrise d'Ouvrage (MO) communale.

Dans le cadre de renforcement de capacité des membres des délégations spéciales et des OSC, des séances de formation sur la maitrise d'ouvrage ont été organisées et exécuté durant l'année par les Secrétaires Techniques (ST) dans les CR des pôles de Norassoba et Kiniéro.

La formation a pour objectif d'outiller les membres des délégations spéciales et des OSC pour améliorer leur connaissance sur les outils de la MO (rappel sur l'élaboration et l'exécution d'un budget et sur la mobilisation des ressources financières locales).

**Résultat obtenu :** *189 membres dont 52 femmes des OSC et 7 délégations spéciales ont été orienté sur la Maitrise d'Ouvrage.*

❖ **Sensibilisation des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires pour améliorer leurs participations dans les OSC et/ou partis politique**

Les sensibilisations des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires dans les CR pour améliorer leur participation dans les OSC et/ou partis politiques ont été réalisées. Elles visaient la mise en exergue de la nécessité et l'importance de leur implication positive aux différents enjeux, notamment au sein de la communauté et plus particulièrement leur représentation dans les structures locales et/ou politiques.

**Résultat obtenu :** On note une amélioration de la proportion des femmes et des jeunes au sein des OSC et/ou Partis Politiques.



*Formation sur l'élaboration budget respectivement à Banfèlè et à Kiniéro*

❖ **Sensibilisation des élites féminines et les jeunes pour améliorer leurs participations aux élections locales et communales.**

Durant ce trimestre, plusieurs sensibilisations ont eu lieu au niveau des femmes et des jeunes pour les amener à participer aux élections locales.

Ces sensibilisations sont entrain de motiver progressivement les jeunes. C'est à cette occasion qu'une réunion a été organisée par les membres de l'association des jeunes diplômés pour le développement de Kiniéro. Les membres se sont engagés à participer aux réunions des partis politiques et à s'inscrire sur les listes électorales. Ils se sont aussi engagés à mettre en place des initiatives dans le cadre de la protection de l'environnement.

Plusieurs rencontres ont eu lieu au cours de l'année 2017 au profit de la couche juvénile et celle féminine dans les différentes communes pour de larges sensibilisations dans le but de les faire comprendre qu'ils possèdent des atouts intrinsèques pour participer aux élections locales. A l'issue de ces rencontres et prise de contacts, nous avons pu identifier des jeunes et femmes engagés et déterminés mais il reste et demeure manifeste que le poids des coutumes et traditions constitue encore de nos jours un handicap à cette avancée tels que :

- L'âge
- L'influence des parents
- La prise de parole sur les décisions devant les hommes et ou les personnes âgées ; Sont les préoccupations des jeunes et femmes.

***Résultat obtenu : 689 personnes dont 350 femmes s'engagent verbalement à participer aux élections.***

#### **AXE 2 : SOUTIEN AUX DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL**

***PRODUIT 3 : UN CADRE STRATÉGIQUE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL EXISTE AU NIVEAU DU MINISTÈRE EN CHARGE DE LA DÉCENTRALISATION ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL***

Il n'y a pas d'activités prévues sur ce produit cette année.

***PRODUIT 4 : DES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS DE DEL ONT FAVORISE LA CREATION D'EMPLOIS POUR LES JEUNES ET FEMMES ET L'ACCROISSEMENT DES REVENUS POUR LA COLLECTIVITE LOCALE.***

**Activité 1 : Accompagnement des porteurs de projets (pôles, communes, organisations professionnelles, promoteurs individuels) dans la conception et la réalisation de projet de développement économique**

##### **❖ Evaluation des capacités institutionnelles et organisationnelles des OSC :**

Dans le cadre de renforcement de capacité des acteurs DEL, une formation sur la gestion financière et la tenue des documents administratifs et comptables a été réalisée. Elle s'est déroulée dans les CR des 2 pôles. Elle a eu pour objectif d'amener les acteurs économiques locaux à utiliser les outils de gestion financière déjà mis à leur disposition en vue d'un bon fonctionnement de leur organisation.

***Résultat obtenu : 58 acteurs dont 43 femmes issus de 7 groupements sont formés et dotés des documents administratifs et comptables.***

❖ **Appui au processus de mise à disposition des fonds alloués aux microprojets des acteurs DEL :**

Pour la mise à disposition des fonds dans le cadre du protocole d'accord entre le CRG et le PDLG3 pour le financement des microprojets des acteurs économiques évoluant sur le terrain à Kiniéro, deux rencontres ont été tenues entre les CR et la Délégation Régionale du Crédit Rural de Siguiri.

Ces rencontres ont eu pour objets de :

- Procéder à la lecture et explication du contenu du protocole de collaboration à fin que toutes les parties prenantes aient la même compréhension ;
- Elaboration de l'avenant du protocole qui précisera les modalités de gestion des fonds notamment le taux d'intérêt du prêt et le montant de la location du bâtiment servant de siège au BVEC de Kiniéro ;
- Expliquer aux acteurs économiques les conditions à remplir pour accéder au prêt et le système de fonctionnement du Crédit Rural de Guinée.

Suite à ces rencontres, la commune a demandé des doléances comme :

- La baisse du taux d'intérêt de 4% à 2% ;
- Le paiement des frais de location du bâtiment qui abrite le BEVEC de Kiniéro à 400 000 GNF par mois ;

Après avoir fait un rappel sur les modalités de gestion des subventions destinées aux acteurs DEL, la procédure de virement des fonds a été élucidé conformément à la procédure liée au protocole d'accord. La gestion des fonds alloués aux groupements sera gérée par le Crédit Rural selon leur attribution de pourcentage habituel avec l'appui du comité DEL.

Pour l'encaissement du montant, le crédit rural doit faire une demande de transfert des fonds avec avis favorable du Gestionnaire du PDLG3 adressé à la CR en précisant le numéro de son compte bancaire.

A l'issue de cette concertation, des questions d'éclaircissement ont été posé par les groupements sur la réduction de pourcentage. La séance est reportée pour permettre aux acteurs de se concerter.

La rencontre a regroupé au total 61 participants dont 17 femmes ; les entités ayant participé à cette rencontre sont :

- 1) Conseillers communaux;
- 2) Groupements ;
- 3) Représentants de la jeunesse ;
- 4) Secrétaire Général et Receveur Communal ;
- 5) Représentants crédit rural ;
- 6) Secrétaire Technique PDLG.

Suite à cette rencontre le montant de la location du bâtiment du siège du BVEC de Kiniéro a été fixé à 200 000 GNF, 2 chèques dont 191 500 000 GNF (Kiniéro) et 91 000 000GNF (Norassoba) ont été remis au Délégué Régional de crédit rural de Siguiri pour faciliter le financement des projets des acteurs économiques.



*Remise de chèque au crédit rural à Kiniéro et Norassoba*

**Résultat obtenu :**

- ✓ *2 chèques de 191 500 000 GNF et 91 500 000GNF a été mis à la disposition du crédit rural par les communes rural de Kiniéro et Norassoba pour le financement des microprojets des acteurs DEL dans la zone du projet ;*
- ✓ *Le montant de la location du bâtiment servant du siège du BVEC de Kiniéro a été négocié à 200 000 GNF par mois ;*
- ✓ *Les acteurs économiques sont largement informés de la disponibilité des fonds pour le financement de leurs microprojets auprès de l'Agence Locale du CRG.*

❖ **Appui aux groupements dans la tenue des documents administratifs et comptables**

Elle s'est déroulée dans les salles de délibération des CR dont les Présidents de délégations spéciales ont procédé à l'ouverture des séances.

La formation a pour objectif d'amener les acteurs économiques locaux à utiliser les outils notamment de gestion financière déjà mis à leur disposition en vue de répondre systématiquement à un bon fonctionnement de leur organisation.

Elle s'est déroulée dans les pôles de Norassoba et Kiniéro. Les documents mis à jour au cours de ces formations sont le cahier de caisse, cahier de stock, PV des réunions et cahiers de cotisations. Et les membres se sont engagés à tenir régulièrement ces documents.

**Résultat obtenu :** *139 acteurs dont 61 femmes issues de 7 groupements sont formés et dotés des documents administratifs et comptables.*

**Activité 2 : Appui au financement de projets pilotes de développement économique local des 21 groupements des 2 pôles :**

❖ **Appui à l'actualisation des microprojets des acteurs économiques**

Dans la perspective de mieux organiser les acteurs DEL, il est question de renforcer la dynamique de mise en place des initiatives des collectives. C'est dans cette visée que les acteurs DEL ont été accompagnés dans la réactualisation des microprojets dont ils sont porteurs en vue de les préparer à l'obtention des prêts prévus dans le cadre du partenariat avec le crédit rural.

Ces études ont été réalisées par les représentants des groupements et les Secrétaires des comités DEL avec l'appui de la CAT. Elle a permis de réactualiser les coûts des microprojets et corrigé les incohérences dans les microprojets formulés par les groupements.

**Résultat obtenu :** *21 microprojets et 10 plans d'affaires ont été actualisés.*

❖ **Dotation des acteurs économiques en équipements agricoles**

Pour booster le rendement des acteurs DEL il a été prévu de renforcer leurs performances par la dotation en matériels et équipements de travail. Neuf (9) groupements ont été outillés pour améliorer leur production. Ces groupements comptent 326 membres dont 305 femmes. Les équipements fournis sont composés de grillages de protection des périmètres maraichers, de Motopompes (modèle WP30X), et accessoires (raccords/tuyau).

Dans le cadre de cette amélioration de la production maraichère dans la zone du projet, le pôle de Kiniéro a bénéficié de 5 motopompes et huit (8) rouleaux de grillage métallique et le pôle Norassoba a aussi bénéficié de 5 motopompes.

**Résultat obtenu :**

- ✓ *Baisse de la pénurie en eau dans les périmètres maraichers de 3 groupements (Konkomagnin bafara, Touba et Kankelen) grâce à l'usage des motopompes ;*
- ✓ *Mise en place d'une clôture grillagée autour du périmètre maraicher du Groupement Bantounin;*
- ✓ *9 groupements dotés de 10 motopompes et 8 rouleaux de grillages.*





❖ **Installation de 2 muni-réseaux électriques :**

Conformément à l'esprit DEL, les villages de Banfèlè et Fandja (Norassoba) ont bénéficié respectivement d'un muni-réseau électrique à partir des plateformes multifonctionnelles installées antérieurement par le PDLG3. Ces réseaux visent non seulement à améliorer les conditions de vie des populations mais aussi à créer de l'emploi pour les jeunes de ces villages.

Selon les critères d'éligibilité, un comité d'électricité a été mis en place avec des jeunes motivés et engagés qui ont été choisis par la communauté dans chacun des 2 villages.

***Résultat obtenu : 2 muni-réseaux électriques (Banfèlè et Fandjan) sont installés, les conditions de vie des populations sont améliorées et des nouveaux emplois créés (comités d'électricité, soudeurs ...)***

❖ **Octroi de prêt des fonds alloués aux microprojets des acteurs économiques locaux**

Dans le cadre de la convention du partenariat avec le Crédit Rural et les CR bénéficiaires sur la gestion des fonds alloués aux porteurs de projets, deux (2) cérémonies de remise des fonds ont eu lieu à Norassoba et Kiniéro, cette importante remise a mobilisé la présence de :

- Comité DEL;
- Elus ;
- PDLG III ;
- Crédit Rural Norassoba ;
- Régional Crédit Rural ;
- Groupement;

- Association des ouvriers et construction de bâtiment : 2
- Radio rurale ;
- Autres Invités ;

Dans chacune de ces communes bénéficiaires, la cérémonie a débuté par la présentation des acteurs présents et suivi de l'intervention des ST sur la bonne gestion des fonds afin de permettre à d'autres acteurs, d'autres localités des pôles d'en bénéficier également. Suivis du discours d'ouverture du vice-président de la délégation spéciale et du Délégué du Crédit Rural.

Avant de procéder à la remise des fonds aux bénéficiaires retenus, le délégué régional du Crédit rural a remercié le PDLG pour cette initiative de micro finance et la communauté pour la gestion des fonds à travers un contrat de convention et a félicité le comité DEL pour tous les efforts d'accompagnement.



Le Délégué Régional qui s'adresse aux groupements

La situation des prêts octroyés est présentée dans le tableau ci-dessous :

Pôle de :	Clients	Adhérents			Activités	Montant (GNF)	Date	Echéance
		H	F	T				
Kiniéro	Groupement et association	24	171	195	Maraichage, commerce et Bricolages	91.000.000	18/11/2017	12 mois par projet
Norassoba	Groupement	2	16	18	Maraichage et riziculture	20.000.000	22/08/2017	7 mois
	Acteur économique	5	5	10	Commerce	34.000.000	22/08/2017	Entre 1à et 12 mois
<b>Total</b>		<b>31</b>	<b>192</b>	<b>223</b>	-	<b>145.000.000</b>		-

Après révision au net le Crédit rural a réparti le montant entre acteurs économiques désirant 15.000.000GNF une valeur de 13.350.000 chacun cela après déduction de 11% du montant demandé par chaque groupement dont 5% représente les frais de garantie et les 6%, assurance maladie, invalidité et frais de gestion.



Le Maire à la remise solennelle des montants aux membres des groupements

**Résultat obtenu :** *Sept (7) groupements et cinq (05) acteurs économiques ont bénéficié des montants de prêt pour réaliser leurs projets.*

❖ **GESTION DU PROJET, FONCTIONNEMENT ET APPUI TECHNIQUE LOCAL**

⇒ **Participation à l'évaluation des programmes financés par le Volet Croissance du PNUD**

Après avoir reçu la mission de suivi et évaluation du niveau central à Kankan, une journée de travail a été consacrée, dans les locaux du PDLG3, pour la planification des activités de suivi dans la région administrative de Kankan comme suit :

Préfectures	Actions	Localité	Projet	Date
Siguiri	Un groupement DEL doté en équipements et matériels de travail par PDLG3	Norassoba	PDLG3	20/05/2017
	Marché et boutiques de Norassoba	Norassoba		
	Plateforme dans la zone de Norassoba	Fandjan		
	Groupements des femmes « Karité »		PACCIG	20/05/2017
	Groupements des féminins « Culture vivrière »			
	Groupements des féminins « Foniké »			
Kankan	Groupements féminins culture maraichère	Kassa	PCK	
	Groupements féminins maraichère	Sidikidou		
	Zone reboisée d'Aliamounou	karifamoriya		
	Groupements féminins commerciale/Micro-crédit		PACCIG/RAFOC ;	
	Groupements féminins culture vivrière/		PACCIG/RAFOC ;	

Prise en compte des thématiques transversales

	Micro-crédit			
Kérouané	Plateformes multifonctionnelles	Komodou	PCK	
	2 Dalots 3X2X2	Konsankoro		
	Groupements féminins culture vivrière/ Micro-crédit		PACCIG/RAFOC ;	
	Groupements féminins commerciale/Micro-crédit			
Groupements féminins maraichère/ Micro-crédit				
Mandiana	Groupements féminins Crédit revolving-Djiguimafa		PCK/RAFOC ;	23/05/2017
	Groupements féminins Crédit revolving Mousso-djigui		PACCIG/RAFOC ;	
Kouroussa	Groupements féminins Crédit revolving-Djiguimafa			22/05/2017
	Plateformes multifonctionnelles		PCK	

#### I. Déroulement :

La journée du 20/05/2013 a été consacrée au suivi et évaluation des activités du PDLG3 dans la Commune Rurale de Norassoba, après avoir enregistré un accueil chaleureux, la mission s'est rendus dans les locaux de la commune où toutes les entités concernées étaient mobilisées.

La rencontre a démarré par la présentation des membres de la mission suivi du souhait de bienvenue de monsieur le Maire. Par la suite, Madame la Chef de mission à prit la parole pour situer le contexte de la mission et présenter son objectif. Le débat a porté sur les points suivants :

- 1) Pendant cette dernière phase du projet, quels ont été le progrès, les difficultés que vous avez rencontrés ans l'atteinte des objectifs du programme dans votre localité ?
- 2) Tout projet à un début et une fin, qu'avez-vous envisagé pour la pérennisation des acquis dudit projet ?

La mission s'est achevée par une visite au niveau des kiosques du marché de Norassoba et la PTFM du village de Fandia ou elle a été reçue avec joie par la population et les femmes du groupement bénéficiaires de la PTFM.

⇒ **Participation à la Commission Régionale de Passation de Marché auprès du Programme Conjoint Kankan (PCK) dans le cadre de la convergence :**

La commission Régionale d'ouverture des plis et de jugement des offres constituée suivant la Décision N°032 RAK/CAB/2017 a siégé dans la salle de réunion de la maison commune du SNU en vue de procéder à la

sélection des Entreprises suite à l'Avis d'Appel d'Offres lancé le 1<sup>er</sup> juin 2017 au titre des 8 lots intitulés respectivement ci-dessous :

- **Lot 1** : Travaux de construction d'un dalot de (3X1,5)2 au pk 16+000 sur l'axe fandja - Signandala CR Norassoba Préfecture de Siguiiri ;
- **Lot2** : Travaux de construction d'un dalot de (3X12)2 au pk 30+000 sur l'axe Norassoba - Kossokoba CR Norassoba Préfecture de Siguiiri.
- **Lot 3** : Travaux de construction d'un dalot cadre 4X2X2 au PK 3+800 sur l'axe Soumbarakoba-Bokoko CR Doko Préfecture de Siguiiri
- **Lot 4** : Travaux de construction d'un dalot cadre 3X1.50 X2 au PK 0+600 sur l'axe Tomboko-Kourako CR Doko Préfecture de Siguiiri
- **Lot 5** : Travaux de construction de deux dalots cadre 2 X1.50 au PK 12+800 et au PK 12+820 sur l'axe Soumbarakolén Nafadji via Kignébakoura CR Doko préfecture de Siguiiri ;
- **Lot 6** : Travaux d'aménagement Hydro agricole de 40 ha de Bas-fonds de Fandialen à Fandja CR de Norassoba Préfecture de Siguiiri
- **Lot 7** : Travaux d'aménagement Hydro agricole de 10 ha de Bas-fonds de Boukani à Toungui CR de Doko Préfecture de Siguiiri
- **Lot 8** : Travaux d'aménagement Hydro agricole de 5 ha de Bas-fonds Ourou à Bokoko et 5ha de Bas-fonds à Seredenden CR de Doko Préfecture de Siguiiri

La cérémonie d'ouverture des plis a été présidée par le Directeur Régional du Plan en remplacement du Chef service Régional des Marchés Publics empêché pour d'autres raisons de services.

⇒ **Participation à la visite de terrain du PCK des Nations Unies**

Du 24 au 25/08/2017 les CR de Norassoba et de Doko ont reçu dans leurs localités respectives une importante mission du PCK de la région de Kankan, accompagné du représentant du gouverneur de la région.

Cette mission avait pour objectif de procéder à la visite de terrain pour voir les activités mises en œuvre durant le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2017.

La mission a été reçue par les autorités locales (notamment le sous-préfet et le président de la délégation spéciales) qui les ont accompagnés dans tous leur déplacement. Ainsi elle a débuté par la remise de matériels agricoles et ensuite la visite des abris des PTFM, des installations électriques, des ouvrages de franchissement, des plantations communautaires, des postes et centres de santé et des latrines publiques. Des échanges ont eu liées entre la mission et les acteurs au niveau de la santé, et de l'éducation.

⇒ **Participation à la sensibilisation des violences faites aux femmes avec le Haut-Commissariat au Droit de l'Homme (HCDH)**

Du 28 au 29/07/2017 s'est tenue dans les CR de Norassoba et Doko une rencontre de sensibilisation sur les violences faites aux femmes.



L'équipe du bureau de N'zérékoré du HCDH accompagnée de la ST du PDLG3, du Directeur préfectoral des ASPFE (Affaires Sociales e de la Promotion Féminines et Enfance) , le juge de paix et le chargé du point focal suivi des autorités locales ont pu réaliser cette activité avec la présence obligatoire de la presse locale qui après l'évènement se mettra en œuvre pour faire la restitution à travers les ondes.

Après les mots de bienvenue des maires et l'allocation du HCDH, la séance d'ouverture par les sous-préfets, la sensibilisation a débuté par ;

- l'audition de témoignages préenregistrés ;
- les débats sur les témoignages auditionnés ;
- Violence Basée sur le Genre (VBG), sanctions et voies de recours judiciaires
- Violence Basée sur le Genre (VBG) et voies de recours psychosocial, notamment les structures de protection du Ministère Affaires Sociales e de la Promotion Féminines et Enfance (MASPFE).

Pour conclure, l'animateur a largement parlé des Violence Basée sur le Genre (VBG) et sur le droit d'expression de la femme.

**Etaient présents :**

CR	Participants		Total
	Hommes	Femmes	
Norassoba	36	40	76
Doko	22	16	38
<b>Total</b>	<b>58</b>	<b>56</b>	<b>114</b>



<b>Catégorisation du produit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Sensibilisation</i></li> <li>- <i>Appui aux politiques nationales d'évaluation à la planification, budgétisation nationale</i></li> <li>- <i>Mise en œuvre pour le développement inclusif</i></li> </ul>
<b>Durabilité des résultats y compris le développement des capacités et les arrangements institutionnels</b>	<p>La durabilité des résultats réside dans la méthodologie participative du projet qui met les acteurs communautaires au centre des activités notamment les élus locaux, les services étatiques déconcentrés ainsi que les populations. Ils sont responsabilisés tout au long du processus. De l'identification des besoins, à la planification et l'exécution des actions retenues en passant par la priorisation. Un accompagnement basé sur la responsabilisation de ces acteurs locaux et leur appropriation ainsi que ceux étatiques du niveau central au niveau local.</p>
<b>Signes perceptibles de changement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenue régulière des sessions communales ;</li> <li>- Les documents administratifs et comptables de la CR sont archivés ;</li> <li>- Le compte administratif 2016 et budget primitif 2017 des Communes sont affichés.</li> <li>- Les PDL sont actualisés et disponibles dans les communes ;</li> <li>- Les membres des OSC et des Délégations spéciales sont outillés en Technique d'Elaboration, Exécution et Contrôle du Budget (Maitrise d'ouvrage) ;</li> <li>- Les membres des Organisations de la Société Civile y compris les femmes s'engagent à participer pleinement aux prochaines élections communales et locales ;</li> <li>- Les collectivités accompagnées se sont appropriées de l'approche DEL et sont en train de prendre des initiatives dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets DEL : i)-recherche de financement par des prises de contact, ii)- réactualisation des données des projets élaborés</li> <li>- L'utilisation et l'appropriation des PDL de deuxième génération par les collectivités comme outil principal de développement</li> </ul>
<b>Mesures prises</b>	N/A
<b>Changement dans les capacités</b>	<p>Les collectivités appuyées dans l'élaboration des plans locaux de développement se mobilisent elles-mêmes dans la recherche de financement.</p>
<b>Genre</b>	<p>L'essentiel des activités revêt le genre, car elles sont à 70% destinées aux femmes et aux jeunes, notamment les acteurs DEL.</p>
<b>Coopération Sud-Sud &amp;Triangulaire</b>	<p>Le PDLG3 a continué à enrichir ses partenariats avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le PACV (Programme d'Appui aux Communautés Villageoises) sous financement Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale des 7 communes des pôles de Norassoba et de Doko;</li> <li>• Charente Maritime Coopération Boffa sur les activités de DEL (notamment dans la conception de l'étude de faisabilité du marché de Boffa, l'installation des nouvelles PTFM).</li> </ul>

<b>Changements observés</b>	Une responsabilisation progressive des collectivités des zones du projet (pôles de Kiniéro et Norassoba) se traduisant par une forte implication de celles-ci à la recherche des solutions aux problèmes de développement dont elles sont confrontées.
<b>Enjeux majeurs, contraintes et solutions</b>	<p>Les enjeux majeurs se situent au niveau de l'élaboration de la stratégie nationale du DEL et sa traduction dans les activités des communautés à l'échelle du pays.</p> <p><b>Contraintes rencontrées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le manque de Secrétaires Généraux dans les communes rurales de Douako ; Norassoba</li> <li>▪ L'analphabétisme de la plupart des membres des groupements ;</li> <li>▪ Le faible niveau de formation des membres des délégations spéciales ;</li> <li>▪ La réticence des groupements des groupements à prendre des prêts avec les taux pratiqués par le CRG;</li> </ul> <p><b>Solutions proposées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Doter les CR de Douako et Norassoba en personnel manquant pour faciliter la mise en œuvre des activités du terrain ;</li> <li>▪ Faire la promotion de l'alphabétisation au sein des groupements ;</li> <li>▪ Planification des sessions de formation classique des délégations spéciales ;</li> <li>▪ Faire un plaidoyer auprès du CRG afin qu'il revoit à la baisse ses taux liés au financement des microprojets des acteurs DEL.</li> </ul>
<b>Enseignements tirés</b>	Une responsabilisation des collectivités ainsi qu'une implication des acteurs locaux dans la prise d'initiatives et leur mise en œuvre favorise la durabilité des actions
<b>Perspectives pour le prochaine année</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Assurer la pérennisation des expériences acquises et capitalisées par le PDLG.</li> <li>✓ Faire une large Diffusion des outils de renforcement des capacités développés par le projet.</li> </ul>

**Directeur National :**

**Signature :**

**Date :**

**Coordonnateur National Projet/Programme :**

**Signature :**

**Date :**



## PLAN DE TRAVAIL 2017 DU PDLG III

PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ				
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	LB	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
<b>Axe 1: Renforcement des capacités de management d'un développement local inclusif</b>											-
<b>Produit1 : Le pilotage de la LPN/DDL par le Gouvernement contribue à l'amélioration de l'exercice de la maîtrise inclusive des ouvrages par les communes.</b>											-
§ L'autonomie administrative et financière des CL est renforcée	Appuyer la société civile pour organiser et exercer le contrôle citoyen sur l'élaboration et l'exécution du budget des CL	1	X	X		MATD	4000	PNUD	63400	Appui-conseil	PM
<b>Produit 2 : Des outils pratiques d'accompagnement des acteurs de la décentralisation pour un développement local inclusif sont élaborés, adoptés et diffusés.</b>											0
§ Des outils pratiques d'accompagnement des acteurs de la décentralisation pour un développement local inclusif sont élaborés, adoptés et diffusés	Renforcement de capaciter des CL en maîtrise d'ouvrage (nouveaux élus des CL)	2	X	X	X	MATD	4000	PCK/PNUD	63400	Atelier de formation	PM
	Appuyer les initiatives favorables à la représentation équitable des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires au sein des structures de contre-pouvoir et de contrôle local	3	X			MATD	4000	PCK/PNUD	63400	Atelier de formation	PM
	Accompagner les élites féminines et les jeunes locaux souhaitant prendre part aux élections locales et communales	4	X			MATD	4000	PCK/PNUD	63400	Atelier de formation	PM
<b>Axe 2 : Soutien aux dynamiques de développement économique local</b>											9 000
<b>Produit 4 : Les collectivités de la zone d'intervention du Programme se sont engagés dans un processus de développement économique local inclusif qui a favorisé la création d'emplois pour les jeunes et les femmes et l'accroissement des revenus pour la collectivité locale</b>											9 000
§ Une phase pilote de mise en œuvre du DEL est réalisée dans deux pôles de développement de Norassoba et de Kiniéro	Accompagner les porteurs de projets (pôles, communes, organisations professionnelles, promoteurs individuels) dans la conception et la réalisation de projet de développement économique	5	X	X	X	MATD	4000	PNUD	63400	Appui conseil	PM

§ 500 acteurs économiques ont amélioré leur revenu grâce à la mise en œuvre de la stratégie DEL dans les pôles de Norassoba et de Kiniéro	Appuyer le financement de projets pilotes de développement économique local de 21 groupements des pôles de Norassoba et de Kiniéro	6	X	X	X	MATD, MFE	G1310	UNCDF	72600	Financement de microprojets	PM
	Installation de 2 muni-réseaux électriques à partir des PTFM de Banfèlè et Nounkounkan)	7	X			MATD, MFE	G1310	UNCDF	72100	Sous-traitance avec la CAC	PM
§ Le picocentral de Bofossou est réalisé et fonctionnel	Appuyer la réalisation du picocentral de Bofossou	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	71600	Financement du projet	4 000
	Accompagnement du bureau régional LFI					UNCDF	G1310	UNCDF	71600	Appui technique	5 000
<b>3. GESTION DU PROJET, FONCTIONNEMENT ET APPUI TECHNIQUE LOCAL</b>											<b>271 503</b>
Ressources financières disponibles	<b>3.1. Formation du personnel</b>	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	63400		PM
<b>Personnel: Coordination et antennes</b>	<b>3.2. Fonctionnement</b>										
	Honoraire personnel	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	71400		77 000
	Honoraire personnel PDLG3 (ST)	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	71400		16 000
	Honoraire personnel PDLG3/PLS (Animateur et Chauffeur)	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	71400		4 500
	Honoraire personnel PDLG3/BOFFA	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	71400		50 000
	Salaire recurrent Payroll Cost PO/Staff	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	61100		PM
	Salaire recurrent Payroll Cost GS/Staff	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	71400		6 500
	<b>Sous-total 1</b>										<b>154 000</b>
<b>Equipement de projet</b>	Equipement de bureau	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	72200		PM
	Equipement solaire (Entretien)	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73400		2 000
	<b>Sous-total 2</b>										<b>2 000</b>
<b>Installation et fonctionnement des bureaux</b>	Entretien et gardiennage	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	72100		7 500
	Téléphone, fax, courrier et internet	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	72400		2 000
	Téléphone, fax, courrier et internet	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	72400		4 000
	Entretien informatique & communication	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73300		500
	Fournitures de bureau	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	72500		3 000
	Fournitures de bureau	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	72500		5 000
	Assurances véhicules & vignettes + Divers	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	74500		1 000
	Fonctionnement Maison commune	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	73100		20 000
	Carburant véhicule/Groupe électrogène	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73400		8 000

	Carburant/Entretien et réparation véhicule	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	73400		10 503
	Entretien et réparation véhicules	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73400		4 000
	Frais de mission	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	71600		10 000
	Charges communes (PNUD Conakry)	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73300		10 000
	<b>Sous-total 3</b>										<b>85 503</b>
Sous-traitance	Audit NEX	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	72100		5 000
	GMS	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	75100		PM
	Comité de pilotage	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	75700		5 000
	Travel/Mission (Kankan, Boffa, Guéckédou, Conakry)	X	X	X	X	UNCDF	G1310	UNCDF	71600		20 000
	Médiatisation et visibilité du programme	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73300		PM
	<b>Sous-total 4</b>										<b>30 000</b>
Suivi-évaluation et renforcement de capacités	Evaluation finale				X	PNUD	4000	PNUD	71200		PM
	<b>Sous-total 5</b>										<b>0</b>
<b>PNUD (PROJET ID 00085450)</b>											<b>135 000</b>
<b>UNCDF (PROJET ID 00093746)</b>											<b>145 503</b>
<b>UNCDF (PROJET BOFOSSOU/BOFFA)</b>											<b>400 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>											<b>680 503</b>